

Présidence : Azerbaïdjan

## 1005<sup>e</sup> SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 23 mars 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 12 h 35

2. Président : M. F. Osmanov

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

- a) *Guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine* : Ukraine (FSC.DEL/146/22) (FSC.DEL/146/22/Add.1 ), Canada, France-Union européenne (l'Albanie, la Macédoine du Nord et le Monténégro, pays candidats ; l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen ; ainsi que l'Andorre, la Géorgie, Saint-Marin et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (FSC.DEL/144/22), États-Unis d'Amérique (annexe 1), Suisse (FSC.DEL/150/22 OSCE+), Royaume-Uni (annexe 2), Turquie (annexe 3), Géorgie (annexe 4)
- b) *Opération militaire spéciale visant à dénazifier et démilitariser l'Ukraine* : Fédération de Russie (annexe 5) (FSC.DEL/154/22/Add.1), France-Union européenne, États-Unis d'Amérique, Canada, Portugal (annexe 6), Royaume-Uni, Ukraine, Allemagne (annexe 7), Autriche, Suisse, Lituanie (annexe 8) (FSC.DEL/145/22), Finlande (FSC.DEL/152/22), France, Président

Motion d'ordre : États-Unis d'Amérique, Président

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

Aucune déclaration

4. Prochaine séance :

Mercredi 30 mars 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence

---

**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION**  
**DE LA DÉLÉGATION DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

Merci, Monsieur le Président.

Nous prenons la parole sous le point qu'a soulevé l'Ukraine intitulé « Guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine ».

Les États-Unis souhaitent appeler l'attention sur l'ordonnance rendue par la Cour internationale de justice le 17 mars dans l'affaire opposant l'Ukraine à la Russie au titre de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. La Cour a enjoint clairement la Russie de suspendre immédiatement les opérations militaires commencées le mois dernier et de veiller en outre à ce que quiconque qui pourrait agir sous sa direction, y compris les unités militaires ou unités armées irrégulières, ne prenne de mesures tendant à la poursuite de telles opérations militaires.

La Cour, qui joue un rôle crucial dans le règlement pacifique des différends en vertu de la Charte des Nations Unies, a souligné la nécessité pour les États d'agir conformément à leurs obligations en vertu du droit international, y compris des règles de la guerre. La Cour s'est déclarée profondément préoccupée par l'extrême vulnérabilité de la population civile en Ukraine et les nombreux civils qui ont été blessés ou tués dans le cadre des actions du Kremlin. Elle a également observé qu'elle ne disposait pas d'éléments de preuve étayant l'allégation par la Russie qu'un « génocide » aurait été commis par l'Ukraine dans la région du Donbass.

Nous nous félicitons de l'ordonnance rendue par la Cour et appelons la Russie à se conformer à cette ordonnance, à cesser ses opérations militaires et à établir un accès humanitaire sans entrave en Ukraine. Comme le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, António Guterres, l'a déclaré hier, « Poursuivre la guerre en Ukraine est moralement inacceptable, politiquement indéfendable et militairement absurde. »

Demain, un mois se sera écoulé depuis que la Russie a lancé sa nouvelle invasion de l'Ukraine. Il est plus que temps que la Russie mette fin à sa guerre d'agression. Le coût humain de cette guerre augmente de jour en jour. Dix millions de personnes, soit un quart de la population ukrainienne, et ce chiffre continue d'augmenter, sont de réfugiés et des déplacés à l'intérieur du pays. Avec chaque jour qui passe, le nombre de civils, y compris d'enfants,

tués ou blessés, ne cesse de s'accroître. Nous recevons tous les jours des rapports faisant état de nouvelles souffrances infligées par les forces armées russes :

- La destruction d'un théâtre à Marioupol, suivie rapidement, en début de semaine, de celle d'une école d'art dans laquelle des centaines de civils s'étaient également réfugiés ;
- Une maison de retraite médicalisée bombardée par les forces russes dans la région de Louhansk, causant la mort de dizaines de résidents âgés ;
- Un centre commercial bombardé à Kiev ;
- Une file pour acheter du pain dans laquelle un citoyen des États-Unis, Jim Hill, et dix autres personnes ont été tués au cours d'un bombardement la semaine dernière, et ce à peine quelques jours après que deux journalistes des États-Unis et leur collègue ukrainien ont perdu la vie.

Les tirs de la Russie, ses bombardements et ses attaques au moyen de missiles ont touché des civils et l'infrastructure civile dans toute l'Ukraine. Selon les derniers chiffres, l'Organisation mondiale de la santé a recensé 46 hôpitaux et installations médicales ayant été touchés par les attaques de la Russie. Au début de cette semaine, le bombardement par la Russie d'une usine d'ammoniac à Sumy a constitué une nouvelle évolution dangereuse. Nous notons qu'elle s'est produite deux jours après que le Représentant permanent de la Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies a fait circuler une lettre adressée au Secrétaire général de l'Organisation et dans laquelle il était affirmé faussement que des nationalistes ukrainiens avaient miné l'usine dans le but d'empoisonner les résidents si les forces russes entraient dans la ville.

Les analystes militaires parlent d'une « impasse » sur le terrain, une résistance ukrainienne agile ayant repoussé l'assaut russe. Des défaillances logistiques et le mauvais moral des soldats du contingent ont apparemment aussi freiné l'offensive russe. Certains analystes prédisent un « borbier » ou une « guerre d'usure ». Les combats se poursuivent cependant activement sur ce front et tout porte à croire que les forces ukrainiennes préparent des contre-offensives.

N'étant pas en mesure de progresser sur le terrain, la Russie recourt de plus en plus à des armes à distance de sécurité, dont des missiles à longue portée lancés depuis son territoire contre des villes d'Ukraine. Des rapports crédibles font également état de l'utilisation de systèmes d'artillerie et de lance-roquettes multiples, ainsi que d'armes à sous-munitions contre des centres de population. Nous avons vu les troupes russes redoubler de violence et nous avons constaté une dévastation généralisée. Comme le Ministre de la défense, Lloyd Austin, l'a fait remarquer, la campagne menée par le Président Poutine en Ukraine est « pratiquement dans l'impasse », raison pour laquelle il recourt à des attaques « ignominieuses » contre des civils. Le Ministre Blinken a noté que « nous avons vu la Russie utiliser des tactiques similaires précédemment à Grozny et à Alep. Elle a intensifié ses bombardements dans le but de briser la volonté du peuple. »

Le siège de Marioupol en est l'exemple le plus bouleversant : au moins 10 000 résidents, sinon davantage, restent bloqués, ont faim et n'ont accès ni à l'eau ni à des

installations sanitaires depuis des semaines, 90 % des bâtiments ayant été endommagés ou détruits, des coups de feu sont échangés dans le centre-ville et il y a désormais des bombardements navals. Les Russes devraient se souvenir d'un autre bombardement apocalyptique, celui de Leningrad. Toutefois, à Marioupol, il n'y a pas de convois polaires pour acheminer les secours humanitaires. Au contraire, la Russie a exigé cyniquement en début de semaine que la ville se rende en échange de l'établissement de couloirs humanitaires et le conseil municipal signale que les forces russes procèdent à des déportations forcées de résidents vers le territoire russe. Alors que la tragédie humaine prenait son cours à Marioupol, le Président Poutine tenait la semaine dernière un rassemblement triomphaliste à Moscou pour célébrer son « opération militaire spéciale de dénazification et de démilitarisation de l'Ukraine ».

Comme le Ministre Blinken l'a déclaré s'agissant de la guerre que Poutine a choisi de mener, les responsables des crimes de guerre commis en Ukraine seront tenus de rendre des comptes. Nous travaillerons avec la communauté internationale pour enquêter sur ces crimes de guerre, les documenter et traduire tous les responsables en justice.

Monsieur le Président,

Les États-Unis continueront de se tenir aux côtés du peuple ukrainien et d'apporter une aide humanitaire, économique et militaire au gouvernement légitime du pays. Permettez-moi de citer à cet égard un extrait de l'article 51 de la Charte des Nations Unies : « Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée [...] ».

Les forces ukrainiennes ont utilisé très efficacement l'assistance militaire des États-Unis et notre pays aide l'Ukraine à acquérir des systèmes de défense antiaérienne et antiblindages supplémentaires. Fournir une aide militaire contre une agression armée ne revient pas à « alimenter massivement l'Ukraine en armes » comme nos collègues russes nous le reprochent, mais plutôt à soutenir le peuple ukrainien dans sa lutte pour son pays en mettant à sa disposition les types d'armes dont il a besoin pour se défendre efficacement.

La campagne de désinformation menée par la Russie n'a aucune crédibilité. La délégation russe continue de faire circuler de fausses informations concernant un prétendu programme d'armes biologiques. Je vous renvoie à notre déclaration de la semaine dernière concernant le Programme de coopération pour la réduction des menaces, mis en place par le Département de la défense, dans le cadre duquel, comme je l'ai fait observer, des travaux similaires ont été conduits en Russie jusqu'en 2014, et les projets exécutés par l'OSCE dans le domaine de la sécurité biologique en Ukraine.

Nous nous demandons pourquoi la Russie persiste à répéter ces allégations erronées après qu'elles ont été complètement démenties à plusieurs reprises. Nous restons préoccupés par le fait que la Russie pourrait chercher à utiliser des armes biologiques ou chimiques en Ukraine. Le Kremlin n'en est pas à son coup d'essai pour ce qui est d'accuser à tort d'autres pays de commettre les violations que la Russie elle-même prévoit de commettre ou qu'elle commet effectivement. Si c'était le cas, soyez assurés que la Russie payera le prix fort si elle utilise des armes biologiques ou chimiques.

Monsieur le Président,

Nous croyons comprendre que la désinformation pratiquée par le Kremlin est souvent destinée au peuple russe mais cet argument-là n'est pas non plus tenable. La vérité commence à lui parvenir grâce à des voix telles que celles de Marina Ovsyannikova et d'Arnold Schwarzenegger, qui a conclu son appel lancé par vidéo en disant : « J'invite instamment le peuple russe et les soldats russes en Ukraine à comprendre que ce qu'on leur raconte, c'est de la propagande et de la désinformation. Je vous demande d'aider à propager la vérité. »

Merci, Monsieur le Président. Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.

Slava Ukraini.

---

**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI**

Merci, Monsieur le Président. La présente déclaration est prononcée au titre de la question soulevée par l'Ukraine et je demande que cela soit indiqué précisément dans le journal de la séance.

Monsieur le Président, c'est avec grand regret que nous avons atteint ce jalon effroyable du mois écoulé depuis que le Président Poutine a lancé son attaque non provoquée, préméditée et barbare contre l'Ukraine. Tout au long de ces semaines terribles, nous avons vu les attaques les plus répréhensibles et horribles, qui ont coûté la vie à tant de personnes innocentes, être menées contre l'Ukraine.

Nous avons vu la plus grande concentration de forces rassemblées depuis la guerre froide pénétrer en Ukraine, où elles ont été frustrées par la résistance ukrainienne féroce. L'invasion russe s'est largement enlisée sur tous les fronts. Ces derniers jours, la progression des forces russes au sol, en mer ou dans les airs a été minimale et elles continuent de subir de lourdes pertes. Le recours à des milliers de soldats, à des centaines de chars, à des hélicoptères d'attaque et à un appui aérien rapproché n'a pas permis jusqu'à présent d'obtenir des résultats.

Monsieur le Président, la Russie a déclenché une violence inouïe contre le peuple ukrainien. Les forces navales russes continuent de faire le blocus des côtes ukrainiennes et de procéder à des frappes de missiles contre des cibles situées dans toute l'Ukraine. Le blocus des côtes ukrainiennes isole *de facto* l'Ukraine du commerce maritime international et contribue à la détérioration de la situation humanitaire créée par la Russie en empêchant que des fournitures indispensables parviennent à la population ukrainienne. Cette situation est encore exacerbée par les attaques contre les villes portuaires et les ports ukrainiens, dont la destruction atroce et aveugle de Marioupol.

Enlisés et ne progressant que de façon minimale, les commandants militaires russes frustrés tentent de briser ce qui ne peut l'être, à savoir l'esprit et la détermination des Ukrainiens. Ils s'y emploient de la façon la plus lâche en attaquant indistinctement à distance des centres urbains et résidentiels au moyen de systèmes lance-roquettes multiples, de missiles balistiques Iskander, de systèmes d'artillerie, de missiles de croisière, d'armes à sous-munitions et de roquettes thermobariques.

Ce n'est pas là l'art de la guerre tel que le pratique l'armée honorable et professionnelle d'une grande puissance. C'est de la destruction aveugle. Les auteurs de crimes de guerre devraient savoir que leurs actes ne resteront pas impunis. Les attaques aveugles perpétrées contre des civils innocents constituent des crimes de guerre pour lesquels leurs complices doivent être tenus responsables. Le monde, littéralement, regarde.

Nos collègues russes sont dans la position privilégiée de pouvoir regarder des journaux télévisés non censurés du monde entier qui les informent des véritables horreurs jalonnant la voie de l'effusion de sang et de la destruction choisie par le Président Poutine. Mais, encore et encore, face à la vérité écrasante, ils continuent de colporter l'ouragan de mensonges et de désinformation du Kremlin. Ils ont perdu toute crédibilité. C'est là un comportement honteux, irrespectueux du Forum et de toutes les personnes réunies dans cette salle, ainsi que de la profession diplomatique.

Monsieur le Président, un mois a passé et la prétendue « opération militaire spéciale » du Président Poutine ne se déroule assurément pas comme prévu. Nous ne pouvons qu'imaginer à quel point il doit être en colère. À quel point il est exaspérant de se faire mentir. À quel point les conséquences sont dévastatrices. Les soldats russes paient un prix élevé pour cette duplicité. Ils se battent et meurent pour un mensonge.

Le peuple ukrainien se bat, lui, pour sa patrie. Uni et intraitable. Le monde est le témoin de démonstrations de courage, de détermination et de fermeté qui resteront dans l'histoire.

Comme de nombreux autres pays, le Royaume-Uni a mis en garde à plusieurs reprises la Russie que toute incursion militaire de sa part en Ukraine constituerait une erreur stratégique gravissime et qu'elle la payerait au prix fort. La semaine dernière, nous avons informé le Forum que nous maintiendrons notre soutien à nos amis ukrainiens dans leur lutte pour le droit de choisir leur propre destinée.

Cette semaine, je souhaite vous faire savoir que le Gouvernement du Royaume-Uni a pris désormais la décision de faire don de missiles sol-air à grande vitesse portables Starstreak aux forces armées ukrainiennes. Avec la formation qui l'accompagne, ce système d'arme défensive permettra aux forces armées ukrainiennes de mieux défendre leur espace aérien contre les avions militaires russes.

Je réaffirme que tout notre soutien à l'Ukraine, nation démocratique, est de nature défensive et l'aidera à se défendre contre cette guerre d'agression russe.

Nous ferons payer au Gouvernement russe le prix de ses actions. Le Royaume-Uni se tient aux côtés du peuple ukrainien dans la lutte qu'il mène pour sa patrie. Nous coopérerons avec nos partenaires, pendant autant de temps qu'il le faudra, pour veiller à ce que la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine soient rétablies.

Monsieur le Président, en conclusion, j'invite de nouveau instamment nos collègues russes à consacrer un instant à écouter la condamnation écrasante (par 141 pays à l'Assemblée générale des Nations Unies) et à écouter la vérité. Je les invite instamment à prendre en considération leur position, les responsabilités qui leur incombent et l'héritage qu'ils souhaitent léguer en leur qualité de diplomates et de citoyens russes, et à cesser d'être



les complices de la propagation des mensonges du Président Poutine à leur propre peuple. Les actes qu'ils posent et les choix qu'ils font aujourd'hui les accompagneront pour tout le reste de leur existence.

Je vous remercie et je demande que la présente déclaration soit jointe au journal de la séance.

---

**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION TURQUE**

Monsieur le Président,

Un mois se sera bientôt écoulé depuis le début de l'attaque illégale et illégitime – violation flagrante du droit international – perpétrée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

Malheureusement, la crise humanitaire s'intensifie.

Plus de 3,2 millions de réfugiés ont été contraints de fuir l'Ukraine et des millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays.

Outre celles et ceux qui ont dû fuir le pays, quelque 13 millions de personnes se trouvant dans les zones les plus durement touchées par la guerre en Ukraine ont besoin d'urgence d'une aide humanitaire.

Le rythme et l'ampleur des déplacements internes et de l'exode des réfugiés d'Ukraine continueront malheureusement d'augmenter, tout comme les besoins humanitaires qui en découlent.

D'après le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, de nombreuses personnes restent bloquées dans des zones où le conflit s'aggrave et elles ne sont pas en mesure de couvrir leurs besoins fondamentaux, notamment l'accès à la nourriture, à l'eau et aux médicaments, en raison de la perturbation des services essentiels. Les enfants, en particulier, sont dans une situation désespérée.

Comme M. Raouf Mazou, Sous-Secrétaire général et Haut-Commissaire assistant chargé des opérations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'a souligné à la séance du Conseil permanent de la semaine dernière, il s'agit aussi d'une « crise de la protection de l'enfance » et d'une crise de la traite des êtres humains pour les femmes. Les dangers auxquels toutes ces femmes et tous ces enfants sont confrontés en ce moment même ne sauraient être justifiés quelle qu'en soit la raison.

D'après l'Organisation mondiale de la Santé, au moins 24 établissements de santé ont été la cible d'attaques. C'est totalement inacceptable.

Les ressources naturelles de l'Ukraine, ainsi que son patrimoine culturel meuble et immeuble sous toutes ses formes, sont également menacés, comme l'a souligné l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Les biens culturels doivent être protégés. La Turquie a soutenu les décisions prises par l'UNESCO à cet égard.

Le 3 mars, 45 États participants ont invoqué le mécanisme de Moscou de l'OSCE afin « d'examiner les conséquences sur le plan humanitaire et sur celui des droits humains » qu'ont l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Nous suivrons de près les résultats à venir de cette initiative.

Nous saisissons cette occasion pour réitérer notre appel ferme et sincère à la proclamation urgente d'un cessez-le-feu permanent. Cette tragique effusion de sang doit cesser.

Permettez-moi également de réaffirmer que nous rejetons l'assaut en cours, tout comme nous avons rejeté la décision de la Fédération de Russie de reconnaître les prétendues républiques séparatistes de Donetsk et de Louhansk, et comme nous avons rejeté son annexion illégale de la Crimée.

Nous soutenons vigoureusement la préservation de la souveraineté, de l'unité politique et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues incluant ses eaux territoriales.

Mon pays, comme beaucoup d'autres, œuvre inlassablement avec toutes les parties en faveur d'un règlement pacifique de cette crise.

Il n'y a pas de gagnants dans les guerres et il n'y a pas de perdants dans la paix.

Nous espérons que tous les pourparlers en cours ouvriront la voie à un retour au dialogue et à la diplomatie.

À ce jour, 45 chargements de fournitures humanitaires ont été livrés à l'Ukraine par les autorités turques. Cinq chargements d'articles humanitaires ont été livrés à la Moldavie.

Une équipe de 11 spécialistes de l'Autorité turque de gestion des catastrophes et des situations d'urgence est toujours présente au point de passage de la frontière de Porubnoe-Siret (entre l'Ukraine et la Roumanie) afin d'évaluer les besoins humanitaires croissants en Ukraine et de coordonner les opérations d'aide en cours.

Dix agents sanitaires du Ministère turc de la santé sont également présents à ce point de passage pour fournir une assistance médicale à ceux qui en ont besoin.

Une aide alimentaire est en outre assurée par le Croissant-Rouge turc au poste frontière de Porubnoe-Siret.

La planification est en cours pour la fourniture d'une aide supplémentaire.

Monsieur le Président,

Mon pays souhaite la paix, la sérénité et la prospérité dans sa région. Nous continuerons résolument d'exhorter à la paix et de respecter le droit international. Nous sommes disposés à contribuer à tout effort, sous quelque format que ce soit, pour trouver une solution pacifique à cette situation.

Nous vous demandons de bien vouloir joindre notre déclaration au journal de la séance. Merci.

---

**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 a) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION GÉORGIENNE**

Monsieur le Président,

La présente déclaration est faite en rapport avec la question soulevée par l'Ukraine.

Nous nous alignons sur la déclaration prononcée par l'Union européenne. Permettez-moi toutefois d'ajouter les observations ci-après au nom de mon pays.

Le courageux combat de l'Ukraine pour se défendre contre l'agression non provoquée et injustifiée de la Russie en est à son 28<sup>e</sup> jour.

Cette agression a des conséquences dévastatrices pour le peuple ukrainien et pour l'infrastructure et l'environnement du pays. Cette guerre menée par choix a déjà eu des répercussions sur tout le continent européen. D'après les dernières données en date de l'Organisation des Nations Unies, 10 millions de civils ont dû fuir leur foyer, 3,5 millions d'entre eux s'étant réfugiés dans des pays voisins.

En ce moment même, les forces russes d'occupation poursuivent leurs bombardements directs, massifs et indiscriminés des villes, des localités et des bourgs ukrainiens, faisant des centaines de victimes innocentes. Nous condamnons une fois de plus les frappes directes de la Russie contre les infrastructures civiles et ses attaques contre des journalistes et des membres du personnel médical ; nous sommes atterrés par les rapports faisant état de viols commis par les forces russes.

Dans tout conflit, les attaques contre des civils et des infrastructures civiles constituent une violation du droit international humanitaire. Ces attaques doivent cesser immédiatement.

Comme vous le savez, la situation humanitaire dans des villes telles que Marioupol, Kherson et Sumy est extrêmement précaire, les résidents étant confrontés à des pénuries critiques et potentiellement mortelles de nourriture, d'eau et de médicaments. L'établissement de couloirs humanitaires et la fourniture d'aide doivent être garantis pour tous les civils, tant ceux qui décident de rester que ceux qui sont contraints de fuir.

Nous suivons de près les informations concernant les pressions croissantes exercées par les forces d'occupation sur les militants de la société civile, les enlèvements de maires locaux élus démocratiquement et les attaques contre des manifestants pacifiques. Nous partageons les préoccupations exprimées par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE dans sa déclaration du 16 mars et appelons la Russie à respecter ses engagements en vertu du droit international.

Nous suivons également avec beaucoup d'inquiétude les menaces pour l'environnement et en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection découlant de l'agression russe. Dans ce contexte, nous déplorons le bombardement par les forces russes, le 21 mars, des installations de la société par actions « Sumykhimprom », qui a provoqué une fuite d'ammoniac. Heureusement, la fuite a été colmatée. Toutefois, si la Russie ne met pas fin à ses actions irresponsables, celles-ci pourraient provoquer des dommages irréparables.

Monsieur le Président,

La Géorgie réaffirme son soutien indéfectible à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, y compris la Crimée et le Donbass, et aux droits de navigation de l'Ukraine dans ses eaux territoriales.

Nous demandons à la Russie de mettre fin à son agression immédiatement, complètement et sans condition, de se conformer à l'ordonnance de la Cour internationale de justice, de retirer toutes ses forces et tous ses armements de l'intégralité du territoire ukrainien et de permettre à tous les mécanismes humanitaires et des droits humains internationaux d'avoir un accès immédiat, sûr et sans entrave à l'ensemble du pays.

Je vous remercie, Monsieur le Président, et vous prie de bien vouloir joindre la présente déclaration au journal de la séance.

**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 b) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION  
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Permettez-moi de commencer par faire l'observation ci-après. Aujourd'hui, comme à la séance précédente, nous avons entendu des déclarations embrasées selon lesquelles l'Europe est le « monde libre » et détient également le « monopole de la vérité ». Eh bien, nos collègues peuvent se complaire à loisir dans les illusions, d'autant plus qu'un « totalitarisme des médias » absolu règne dans les médias européens, qui n'exposent que la position du Gouvernement ukrainien et où d'autres points de vue ne sont simplement pas autorisés. Il est également paradoxal que les actions que nos collègues ont attribué dans leurs déclarations d'aujourd'hui aux troupes russes soient pratiquement identiques à celles que l'armée ukrainienne mène dans le cadre de l'opération en cours et qu'elle a menées ces huit dernières années dans le Donbass. Toutefois, les États participants de l'OSCE ont occulté systématiquement le nombre plus élevé de victimes et de réfugiés du côté des milices à la suite des huit années de conflit dans le sud-est de l'Ukraine, sans parler des crises migratoires comparables à une avalanche provoquées par les guerres de l'OTAN.

Le prétendu « monde libre occidental » ne se contente pas ici d'appliquer deux poids deux mesures. Il exprime de manière vraiment primitive la moralité hottentote, où l'opinion de l'autre partie est automatiquement « récusée ». Quelle conclusion la partie russe en tire-t-elle ? On assiste à une dégénérescence des valeurs de l'Occident collectif, à une manifestation de discrimination et de haine à l'encontre de ceux qui ne sont pas disposés à marcher à son pas. Nous prenons note de tout cela et en tirons les conclusions qui s'imposent pour les orientations stratégiques.

Monsieur le Président,

Le monde entier regarde les États-Unis d'Amérique et leurs alliés mener contre la Russie une guerre économique et de l'information dans laquelle l'Ukraine n'est qu'un pion bien pratique sur leur « grand échiquier ». En outre, quelque 70 % des pays membres de l'OTAN ont déjà été entraînés dans cette entreprise irresponsable appelée « guerre par adversaires interposés ».

Des informations nous parviennent presque quotidiennement des capitales occidentales à propos de nouvelles livraisons d'armes et de matériel militaire au Gouvernement ukrainien : plusieurs centaines de systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS), des systèmes de missiles antichar, des petites armes et des dizaines de millions de munitions. D'après un porte-parole de la Maison blanche, des armes des États-Unis sont envoyées au Gouvernement ukrainien quasiment tous les jours. Pour notre part, nous avertissons que toute cargaison militaire sur le territoire ukrainien deviendra une cible militaire légitime pour les troupes russes. L'une des tâches de l'opération militaire spéciale consiste à éradiquer toute menace à la Fédération de Russie émanant du territoire ukrainien. Cela figurait parmi les propositions que nous avons faites en décembre 2021 relatives à des garanties de sécurité, mais personne ne nous a écouté.

Je pense que les « agents traitants » étrangers de l'Ukraine savent aujourd'hui exactement ce qu'ils font en alimentant massivement le pays en armes. Les autorités à Kiev distribuent des missiles antichar et des MANPADS à des citoyens ordinaires. Tout comme les nazis avaient distribué des « Faustpatrone » aux enfants à Berlin en 1945, aujourd'hui, en Ukraine, des « Panzerfausts » allemands tombent entre les mains « dignes de confiance » de nazis et sont utilisées sous des bannières nazies. Mais personne à Berlin ou dans d'autres capitales occidentales ne s'en émeut.

Pendant des années, les « agents traitants » étrangers ont façonné l'Ukraine en un pays « anti-Russie ». Après le coup d'État sanglant perpétré à Kiev en 2014, le nationalisme, encouragé par ceux qui se sont emparés du pouvoir, a pris la forme d'une russophobie et d'un néonazisme agressifs. Il n'est pas surprenant que les États-Unis et l'Ukraine aient voté contre la résolution relative à la lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et de la xénophobie adoptée à l'assemblée générale annuelle des Nations Unies. Les nationalistes ukrainiens eux-mêmes ne cachent pas qu'une « symbiose mutuellement bénéfique s'est formée dans le pays entre l'oligarchie et les gangs néonazis, qui ont propagé leur idéologie tous azimuts, des écoles aux universités en passant par le haut commandement des forces armées ukrainiennes. »

Pour comprendre l'essence de la politique actuelle de l'Occident collectif en Europe orientale, il suffit de lire la déclaration faite par Yevhen Karas, chef de l'organisation d'extrême-droite C14, lors des « lectures de Bandera » en février 2022 (je cite) : « Maïdan n'avait rien à voir avec l'intégration européenne. Le véritable objectif de l'Ukraine est de faire le travail de l'Occident en menant une guerre contre la Russie et en obtenant pour cela des armes, qui peuvent être utilisées ensuite contre les pays voisins. » Je continue de citer : « Ils nous ont donné tant d'armes maintenant, non pas parce que nous sommes bons ou qu'ils nous veulent du bien, mais parce que nous accomplissons le travail de l'Occident, parce que nous sommes les seuls à être prêts à le faire, cela nous amuse, nous aimons tuer et nous aimons nous battre » (fin de citation). Je crois que cela se passe de commentaires.

Il est également révélateur que le Congrès des États-Unis ait adopté en 2017 une loi sur l'ouverture de crédits pour le Pentagone interdisant le financement des activités du bataillon Azov (intégré à la Garde nationale ukrainienne) parce qu'il s'agit d'une organisation néonazie. Pour les collègues qui nient l'existence du néonazisme en Ukraine, je tiens à souligner en particulier que l'insigne d'Azov comporte le « Wolfsangel » (crochet du loup) et le soleil noir occulte, qui sont tous deux des symboles des SS. Des armes des États-Unis sont néanmoins tombées pendant toutes ces années entre les mains des bataillons néonazis, dont



bien entendu celui d'Azov, en violation de la loi. Les combattants « reconnaissants » ont posé avec empressement pour des photos avec un drapeau de l'OTAN et une croix gammée nazie.

Nous sommes encore stupéfaits par le soutien que les pays occidentaux apportent aux néonazis ukrainiens et par le déploiement de mercenaires étrangers radicaux en Ukraine. Récemment, on a appris qu'un dirigeant néonazi portugais, Mário Machado, qui a fait 14 ans de prison pour discrimination raciale et possession illégale d'une arme, était arrivé dans la région de Lviv pour se battre aux côtés des forces armées ukrainiennes. Il existe de nombreux exemples de ce genre. La Russie a prévenu à plusieurs reprises qu'elle ne traiterait pas ces « soldats de fortune » avec des gants.

Monsieur le Président,

La dénazification et la démilitarisation sont les conditions *sine qua non* pour atteindre les objectifs définis par le Président Poutine pour l'opération militaire spéciale des forces armées de la Fédération de Russie, qui est effectuée conformément à l'article 51 du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, avec l'approbation du Conseil de la Fédération et à la demande de la République populaire de Donetsk (RPD) et de la République populaire de Lougansk (RPL).

Depuis le début de cette opération spéciale, 184 avions et hélicoptères, 246 drones aériens, 189 systèmes de missiles antiaériens, 1 558 chars et autres véhicules blindés, 156 systèmes de lance-roquettes multitubes, 624 pièces d'artillerie et mortiers, ainsi que 1 354 véhicules tactiques utilisés pour les opérations spéciales des forces armées ukrainiennes, ont été détruits. Tout le matériel militaire ukrainien et la totalité des armes occidentales saisis, dont des systèmes d'armes antichar légères de nouvelle génération et Javelin, sont en train d'être remis aux unités des milices populaires de la RPD et de la RPL pour être utilisés dans les combats.

La destruction systématique de l'infrastructure militaire des forces armées ukrainiennes se poursuit. À cette fin, le système de missiles Kinzhal lancés à partir d'un aéronef (missiles aérobalistiques hypersoniques) a été testé pour la première fois avec succès en conditions de combat et a touché des installations de stockage sécurisées de l'aviation ukrainienne et d'ogives pour systèmes de missiles Tochka-U (à Deliatyn dans la région d'Ivano-Frankivsk), ainsi que d'importants dépôts de carburant (à Kostiantynivka dans la région de Mykolaïv). Les 19 et 20 mars, les ateliers de l'usine de réparation de Nizhin servant à remettre en état des véhicules blindés endommagés ont été rendus inutilisables au moyen de missiles Kalibr basés en mer. Le 20 mars, une batterie de lance-roquettes multitubes et une installation de stockage de leurs munitions dans un centre commercial désaffecté situé en périphérie de Kiev ont été détruites. Par ailleurs, une frappe a été lancée contre des installations de formation du personnel (dans la ville d'Ovroutch dans la région de Zhytomir et dans la localité de Nova Lyoubomyrka dans la région de Rivne), où plus de 180 mercenaires et nationalistes ont été tués. Au cours de ces dernières 24 heures, l'aviation opérationnelle, tactique et de l'armée, ainsi que des troupes de missiles russes, ont mené des frappes contre 97 infrastructures militaires en Ukraine, dont trois postes de reconnaissance d'artillerie produits par des pays de l'OTAN.

Les forces armées de la Fédération de Russie poursuivront leurs efforts visant à démilitariser l'Ukraine.

Monsieur le Président,

Nous rejetons fermement les fausses déclarations faites par des représentants officiels de pays occidentaux et les fausses nouvelles diffusées dans les médias sous leur contrôle selon lesquelles la Russie pourrait utiliser des armes chimiques et biologiques en Ukraine. Nous nous souvenons parfaitement comment, après la diffusion d'informations similaires avec le soutien direct de l'Occident, des provocations à l'arme chimique ont été commises en Syrie. Se pourrait-il que les États-Unis encouragent leurs protégés ukrainiens à se livrer à des provocations insensées ?

Une fois de plus, je souligne que les forces armées de la Fédération de Russie n'ont ni planifié ni procédé à une quelconque frappe contre les installations chimiques ukrainiennes. Comme je l'ai déclaré à plusieurs reprises, il est d'autant plus absurde de faire des déclarations à propos de la probabilité que la partie ruse utilise des armes chimiques. Notre pays a détruit complètement l'intégralité de ses stocks il y a cinq ans, comme le Directeur général du secrétariat technique de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, Ahmet Üzümcü, l'a confirmé en 2017. Les États-Unis, de leur côté, n'ont pas rempli leurs obligations au fil des années. Nous ne parlons pas de kilogrammes, mais de centaines de tonnes d'armes chimiques qui n'ont pas été détruites.

Le 19 mars, le Ministère russe de la défense a averti que les nationalistes ukrainiens avaient miné l'usine de Sumykhimprom (située dans la ville de Sumy), où sont stockés de l'ammoniaque et du chlore, dans le but d'empoisonner les résidents de la région. Il y a eu une tentative de provocation à l'aube du 21 mars, mais, heureusement, elle n'a pas abouti. D'après le maire de la ville de Sumy, il y a bien eu une fuite d'ammoniaque, mais « la masse d'air ne s'est pas dirigée vers la ville ». À présent, il semble que la prochaine provocation sera commise dans le village de Kotlyareve (région de Mykolaïv), où des conteneurs de produits chimiques toxiques ont déjà été acheminés dans le bâtiment de l'école primaire locale et exploseront à l'approche des unités des troupes russes. Permettez-moi de le répéter : la véritable menace pour les civils est posée par les bataillons nationalistes ukrainiens. Les soldats russes trouvent régulièrement sur les positions qui étaient occupées par les bataillons nationalistes décimés des cartes détaillées du territoire ukrainien indiquant les coordonnées d'installations de stockage de substances toxiques. J'insiste : le régime nationaliste à Kiev sera directement responsable de tout incident éventuel concernant des installations ukrainiennes de stockage de substances toxiques.

Des spécialistes russes des forces de défense contre les radiations et les produits chimiques et biologiques poursuivent leur analyse des données obtenues au cours de l'opération militaire spéciale relative aux activités biologiques militaires menées sur le territoire de l'Ukraine avec le soutien des États-Unis. S'appuyant sur des documents du Centre scientifique national appelé « Institut de médecine vétérinaire expérimentale et clinique » et d'un laboratoire biologique de Kharkiv, le Ministère russe de la défense a fait état de deux domaines de « coopération » entre scientifiques ukrainiens et occidentaux : un projet secret visant à étudier la transmission des maladies des chauves-souris aux humains et un projet d'étude des oiseaux sauvages en tant que « vecteurs » de la grippe aviaire hautement pathogène. Les travaux menés ont permis d'évaluer les conditions dans lesquelles la transmission pouvait devenir ingérable, causant des dommages économiques et créant des

risques pour la sécurité alimentaire. Clairement, une telle pandémie, par son ampleur et son impact, pourrait éclipser celle de la COVID-19.

De plus, un « Plan d'assistance technique à certains bénéficiaires au sein du Ministère ukrainien de la défense » a été découvert, donnant à supposer que le Gouvernement des États-Unis finance les laboratoires en question à Kiev, Odessa, Lviv et Kharkiv en échange d'un accès sans entrave à ces installations et de la possibilité de mener des recherches sur la fièvre hémorragique Crimée-Congo et les agents pathogènes de la leptospirose et du hantavirus. Nous n'excluons pas la possibilité que les biologistes de l'armée des États-Unis soient intéressés par ces pathogènes parce qu'ils ont des foyers naturels à la fois en territoire ukrainien et en Russie et que leur utilisation pourrait être déguisée en épidémies naturelles.

Les informations obtenues en Ukraine confirment les allégations soulevées à plusieurs reprises par la Russie dans le contexte de la mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques ou à toxines de 1972 à propos des activités biologiques militaires menées par les États-Unis et leurs alliés dans l'espace post-soviétique. Dans le cas de l'Ukraine, il s'agit de violations des articles premier et IV de cette Convention.

Il ne fait aucun doute que nos collègues qualifieront une fois de plus aujourd'hui les informations que nous avons présentées de « mensonges » et de « propagande » : c'est ce qu'ils font chaque fois qu'ils entendent quelque chose qui jette sur eux une lumière peu favorable. Mais nous tenons à appeler leur attention sur le fait que tous les documents rendus publics par le Ministère de la défense russe portent les signatures de fonctionnaires des États-Unis, en particulier de Joanna Wintrol, cheffe du Bureau de réduction des menaces en Ukraine, qui avait supervisé précédemment la destruction d'armes chimiques en Libye.

Une fois de plus, nous demandons que les gouvernements de l'Ukraine et des États-Unis fournissent toutes les informations voulues sur les activités biologiques militaires menées dans les laboratoires sur le territoire ukrainien et prennent toutes les mesures nécessaires pour résoudre cette question et appliquer la Convention sur les armes biologiques ou à toxines. Nous n'excluons pas la possibilité d'invoquer les mécanismes prévus aux articles V et VI de la Convention, qui imposent aux États de se consulter pour résoudre tous problèmes qui pourraient éventuellement surgir quant à l'objectif de la Convention, ou quant à l'application de ses dispositions, ainsi qu'à coopérer à toute enquête sur des violations éventuelles de la Convention.

Monsieur le Président,

L'opération militaire spéciale a révélé de nombreuses plaies suppurantes en Ukraine qui doivent encore cicatriser. Les États participants occidentaux de l'OSCE, qui ne cessent de mentionner le droit international humanitaire, ne veulent pas voir les atrocités commises par les nationalistes ukrainiens contre la population civile, mais ces crimes ne peuvent pas être dissimulés, les civils qui ont fui les villes tenues par les combattants nationalistes les rendant publics.

À travers tout le pays, les nationalistes attachent des gens aux lampadaires en plein jour avec du ruban adhésif et appellent les citoyens à s'occuper d'eux en utilisant des méthodes « improvisées ». Le transparent apporte des preuves photographiques que des réfugiés Roms sont maltraités à Lviv, à l'instar de leurs prédécesseurs aux mains de la

division SS Galicie. Les « agents traitants » occidentaux du Gouvernement ukrainien considèrent-ils cela comme la norme pour l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle ?

Les radicaux continuent de placer du matériel militaire à proximité de bâtiments résidentiels et d'infrastructures civiles ainsi que de transformer des jardins d'enfants, des écoles et des hôpitaux en places fortes et en postes de tir. Vous pouvez voir dans cette vidéo un civil montrant une batterie d'obusiers de 122 mm non loin de chez lui. Les combattants ont confisqué de la nourriture des habitants de Tchernihiv, les autorités ont distribué de force des mélanges incendiaires à Zaporizhia, les nationalistes ont bombardé un point de distribution d'aide humanitaire à Kharkiv et, à Sievierodonetsk, ils ont placé de force des civils autour des bâtiments résidentiels qu'ils occupaient et ont tiré sur les personnes qui refusaient de sortir dans la rue. À Kherson, une place forte des nationalistes ukrainiens a également été déguisée cyniquement en bureau du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Ces incidents ne sont qu'une goutte d'eau dans la mer.

Nous avons pris note de la fausse histoire éhontée concernant des civils qui auraient été tués par du « personnel militaire russe » alors qu'ils faisaient la queue « pour du pain » à Tchernihiv. Les radicaux ukrainiens ne semblent pas comprendre que leurs tentatives de se justifier sont contrariées par un seul fait : il n'y a pas de personnel militaire russe à Chernihiv et il n'y a pas non plus la moindre trace de munitions explosées ou de destruction à l'emplacement filmé par les caméras de surveillance où la tragédie s'est déroulée. Nous le soulignons : toutes les données sont recueillies soigneusement par les autorités russes compétentes et seront utilisées à l'avenir contre les nationalistes qui sont en fait les auteurs de ces crimes.

Monsieur le Président,

La situation humanitaire dans un certain nombre de régions ukrainiennes devient préoccupante. Bien que des couloirs humanitaires soient ouverts quotidiennement, les néonazis ukrainiens tiennent plus de 4,5 millions de civils et quelque 7 000 ressortissants étrangers de 25 pays en otage en tant que « boucliers humains ». En même temps, jusqu'à 235 personnes sont tuées par les radicaux chaque jour. Et pourtant, l'Europe ignore ces faits.

La Fédération de Russie présente presque quotidiennement aux autorités à Kiev, à l'Organisation des Nations Unies, à l'OSCE, au CICR et à d'autres organisations internationales des initiatives portant sur des opérations humanitaires. Le 20 mars, nous avons proposé que les habitants de Marioupol, où la situation humanitaire est la pire, soient évacués. Le Gouvernement ukrainien a toutefois refusé d'effectuer une action humanitaire. Les interceptions radio de conversations téléphoniques des néonazis à Marioupol montrent que l'utilisation de la population civile « au maximum, en tant que boucliers humains » a été convenue avec les dirigeants ukrainiens. Dans ces circonstances, la Russie continue d'évacuer unilatéralement des citoyens de la ville, 70 000 d'entre eux étant déjà en sécurité.

Celles et ceux qui ont fui Marioupol racontent les atrocités massives et les crimes commis par les bataillons de défense territoriale, ainsi que les brimades à l'encontre des personnes âgées, des femmes et des enfants (je cite) : « Ils ont tiré sur deux bus, il y avait des enfants à bord. Les gens criaient : ' Qu'est-ce que vous faites ? ' et ils répondaient : ' Il n'y a pas de personnes âgées ni d'enfants en temps de guerre ' » (fin de citation). Un incident

choquant s'est déroulé le 20 mars lorsque des terroristes du bataillon Azov ont tué les parents de deux enfants mineurs et ont tenté de s'enfuir en empruntant le couloir humanitaire vers Zaporizhia à bord de la voiture des parents morts et en se servant des enfants comme boucliers, mais ils ont été repérés et arrêtés rapidement par le personnel militaire russe. Les enfants sont à présent en sécurité.

Le 22 mars, deux couloirs humanitaires, l'un vers la Fédération de Russie et l'autre vers les régions occidentales de l'Ukraine, ont été ouverts dans les régions de Kiev, Tchernihiv, Sumy et Kharkiv. Le Gouvernement ukrainien s'est globalement opposé à la mise en place de couloirs humanitaires vers la Russie. Sans sa participation, nous avons évacué plus de 366 000 personnes au total et fournissons aux nouveaux arrivants tout ce dont ils ont besoin. Chaque jour depuis le 2 mars, notre Ministère des situations d'urgence et le Ministère russe de la défense fournissent aux zones libérées une aide humanitaire dont le volume a atteint les 4 345 tonnes. Cette action humanitaire rigoureuse se poursuivra.

Monsieur le Président,

Nous notons avec regret l'indifférence face à la situation réelle en Ukraine dont le monde « libre civilisé » occidental, comme il se qualifie lui-même, a fait preuve à toutes les séances précédentes du Forum pour la coopération en matière de sécurité. Nous recommandons que vous examiniez de plus près les actions des nationalistes ukrainiens et que vous constatiez par vous-même le non-respect flagrant par le Gouvernement ukrainien de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et de la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et ses protocoles additionnels. Pour notre part, nous continuerons de faire la lumière sur la vraie nature du régime au pouvoir à Kiev et de ses séides nationalistes.

Merci, Monsieur le Président. Je demande que le texte de la présente déclaration soit joint au journal de la séance.



---

**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 b) de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION PORTUGAISE**

Monsieur le Président,

Le Portugal ayant été mentionné par la Fédération de Russie, je tiens à exercer mon droit de réponse.

Le Portugal condamne, dans les termes les plus fermes possibles, la guerre préméditée, non provoquée, injustifiée et brutale lancée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Nous réaffirmons notre soutien indéfectible à l'Ukraine. Le peuple portugais est solidaire du peuple ukrainien.

Nous rejetons catégoriquement les allégations soulevées par la Fédération de Russie selon lesquelles le Portugal pourrait faciliter, de quelque manière et par quelque moyen que ce soit, le voyage de citoyens portugais sur le territoire ukrainien. En raison de la terrible situation de sécurité infligée par la Russie à son voisin, le Gouvernement portugais déconseille depuis maintenant plus d'un mois à tous les citoyens portugais de se rendre en Ukraine. Malheureusement, compte tenu de l'agression brutale en cours, c'est toujours le cas.

La décision de M. Machado était entièrement volontaire et les autorités judiciaires – qui au Portugal sont pleinement indépendantes en raison des pouvoirs que leur confère la Constitution – n'ont vu aucun motif de l'empêcher de quitter le pays. Toutefois, je noterais que même les autorités ukrainiennes ont déclaré que son profil le disqualifiait de tout enrôlement possible.

Nous déplorons toute tentative de la Fédération de Russie d'utiliser le cas susmentionné pour justifier son discours délirant et écœurant, auquel nous refusons de donner un quelconque écho.

Nous réaffirmons que l'offensive militaire russe constitue une grave violation du droit international, de la Charte des Nations Unies et de nos engagements communs auxquels nous avons souscrit dans le cadre de l'OSCE. Nous demandons à la Russie de mettre fin immédiatement à son agression contre l'Ukraine.

Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.

Merci.

---

**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 b) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION ALLEMANDE**

Monsieur le Président,  
Distingués collègues,

L'Allemagne souscrit pleinement à la déclaration faite par l'Union européenne. La Fédération de Russie ayant mentionné l'Allemagne dans sa déclaration et ayant une nouvelle fois soulevé des allégations infondées, je souhaite exercer mon droit de réponse.

Comme il ressort de la déclaration prononcée par la délégation russe, la Russie continue de tenter de fabriquer sa propre réalité afin de justifier l'action du Gouvernement russe et la guerre d'agression brutale menée contre l'Ukraine. À cet égard, la tactique consistant à inverser les rôles entre la victime et l'auteur est particulièrement méprisable. Mais je me dois de tempérer l'espoir que de tels récits et une telle désinformation aient l'effet souhaité : personne ne se laisse duper par ce discours absurde.

Je voudrais souligner une fois de plus, me faisant l'écho de ce que mon collègue canadien a déclaré, qu'il y a une nette différence entre faits et opinions. Tout le monde a le droit d'avoir sa propre opinion, mais personne n'a le droit de créer ses propres faits.

Monsieur le Président,

Nous avons suivi avec consternation et horreur les rapports faisant état la semaine dernière de l'attaque perpétrée par la Russie contre le théâtre à Marioupol, dans lequel plus d'un millier de civils s'étaient réfugiés. Nous n'avons pas la moindre indication que le théâtre était utilisé d'une quelconque autre manière qu'un bien de caractère civil et qu'un abri pour les civils. On voit par ailleurs clairement sur les photos rendues publiques un marquage indiquant que des enfants étaient présents dans le bâtiment. Malheureusement, cette attaque n'est que la dernière d'une série d'attaques brutales de la Russie contre Marioupol – et d'autres villes en Ukraine – au cours desquelles des écoles, des hôpitaux, des bâtiments résidentiels et des infrastructures civiles ont été lourdement touchés à plusieurs reprises.

Permettez-moi de déclarer une fois encore des plus clairement que les attaques contre des civils ou des biens de caractère civil violent le droit international humanitaire et peuvent constituer des crimes de guerre. Il en va de même des attaques commises sans faire de distinction entre cibles militaires et biens de caractère civil. De telles attaques sont non

seulement atterrantes mais également illégales. Nous demandons à la Russie de s'acquitter de ses obligations en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire.

Monsieur le Président,

Les accusations russes concernant des armes biologiques et d'autres armes de destruction massive sont sans fondement. L'Ukraine n'a jamais représenté un danger pour la Russie ou d'autres voisins dans le passé et elle n'est pas non plus un danger actuellement. À la lumière de la campagne de désinformation menée par la Russie ces dernières semaines, nous sommes plutôt préoccupés par le fait qu'elle fasse de la propagande en prévision de sa propre utilisation de telles armes.

Notre position est claire : il n'existe pas d'indications sérieuses que des armes de destruction massive soient en cours de mise au point en Ukraine. Nous adressons un appel urgent à la Russie à cesser son attaque contre l'Ukraine, à retirer ses troupes et, comme cela a déjà été mentionné, à respecter strictement le droit international humanitaire et, en premier lieu, à s'abstenir d'utiliser des armes biologiques ou chimiques.

Monsieur le Président,

Le délégué russe entretient le mythe de la « dénazification » de l'Ukraine. Ici aussi, il y a un décalage énorme entre la réalité et les accusations. Au vu du grand nombre de victimes du national-socialisme – dont de nombreux Russes – ce discours, qui est utilisé uniquement pour tenter de justifier la guerre d'agression russe, est honteux.

Dans ce contexte, une nouvelle nous a particulièrement touchés cette semaine, à savoir la mort de Borys Romanchenko, que ma collègue ukrainienne vient également de mentionner. Il avait survécu à l'holocauste et à l'horreur des camps de concentration de Buchenwald, Peenemünde, Mittelbau-Dora et Bergen-Belsen et avait consacré sa vie à entretenir le souvenir des crimes nazis. Et, à présent, il a été tué à l'âge de 96 ans au cours d'une attaque russe contre Kharkiv.

Monsieur le Président,

Se fondant sur son droit naturel de légitime défense – notre collègue des États-Unis a cité le paragraphe correspondant de la Charte des Nations Unies – l'Ukraine défend avec beaucoup de courage et de résilience son droit à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance. L'Allemagne reste fermement solidaire de l'Ukraine. Cela inclut également la livraison d'armes défensives conformément à nos obligations en vertu du droit international.

Merci. Monsieur le Président, je demande que ma déclaration soit jointe au journal de la séance.



**1005<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1011 du FCS, point 1 b) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION LITUANIENNE**

Monsieur le Président,

Merci de m'avoir donné la parole. La Lituanie souscrit pleinement à la déclaration prononcée par l'Union européenne. Toutefois, en soutien à nos collègues ukrainiens, permettez-moi d'ajouter également quelques observations à titre national.

Tout ce qui vient d'être dit par la délégation russe n'est qu'un nouveau tissu de mensonges éhontés. Elle ne cesse de nous mentir, elle ne cesse de mentir à l'ensemble de la communauté internationale et elle ne cesse de mentir au peuple russe. Dans un environnement où vous (un diplomate russe) mentez et où vos collègues (d'autres diplomates russes) mentez également, où vous êtes tous occupés à vous mentir mutuellement et au monde extérieur, comment pouvez-vous parvenir à distinguer le vrai du faux ?

Mais permettez-moi de ramener cette délégation à la réalité. Je demande à toutes les délégations de bien vouloir me consacrer quelques minutes de leur temps et d'écouter le témoignage d'un témoin oculaire, d'une résidente de la ville assiégée et bombardée de Marioupol, d'une femme ukrainienne dont le nom est Nadezhda Soukhoroukova (Надежда Сухорукова).

Je lirai un message qu'elle a publié sur sa page Facebook dans la soirée de samedi dernier, le 19 mars.  
([https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=2379969232310198&id=100008914326381](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=2379969232310198&id=100008914326381)).<sup>1</sup> Son dernier message sur Facebook est apparu dimanche dernier, vers midi, et je ne sais pas si elle est encore en vie. J'espère vivement que c'est le cas.

“#marioupol #nadezhda [#espoir] Je sors entre les raids aériens. Je dois promener ma chienne. Elle gémit constamment, tremble et se cache entre mes jambes. Je ne veux que dormir tout le temps. Ma cour, entourée de gratte-ciel, est silencieuse et morte. Je n'ai plus peur de regarder autour de moi.

---

1 Pendant la séance, ce message sur Facebook a été lu dans sa langue originale (Russe). La traduction anglaise est tirée de : <https://www.opendemocracy.net/en/odr/marioupol-ukraine-russia-diary-life-in-war/>. Les ajouts sont indiqués entre crochets.

Devant moi, l'entrée du bloc d'appartements au numéro 105 brûle toujours. Les flammes ont déjà dévoré cinq étages et s'emparent peu à peu du sixième. Dans une des pièces, l'incendie se poursuit proprement, comme dans un âtre. Les fenêtres noircies ne sont plus que des cendres carbonisées. Le verre a disparu. Des rideaux rongés par le feu jaillissent des fenêtres des appartements comme des langues. Je regarde tout cela, calme et résignée.

Je suis sûre que je mourrai bientôt, ce n'est qu'une question de jours. Tout le monde dans cette ville attend constamment la mort. J'espère seulement qu'elle ne sera pas trop horrible. Il y a trois jours, un ami de l'ainé de mes neveux est passé nous voir et nous a dit que la caserne des pompiers avait été touchée directement. Certains des pompiers ont été tués. Une femme a perdu un bras et une jambe et elle a été décapitée. J'espère que, même après l'explosion d'une bombe aérienne, mon corps restera entier.

Je ne sais pas pourquoi, mais cela me paraît important. D'un autre côté, je ne vais pas être enterré si je meurs alors que les hostilités perdurent. C'est ce que des policiers nous ont dit : nous les avons hélés dans la rue et leur avons demandé ce que nous devions faire de la grand-mère décédée de notre ami. Ils nous ont conseillé de la déplacer sur le balcon. Je me demande combien il y a de morts sur les balcons des gens ?

Notre maison sur la Prospekt Mira [avenue de la paix] est la seule qui n'ait pas été touchée directement. Des obus sont tombés aux alentours et ont fait éclater le verre de certaines des fenêtres, mais il y a très peu de dégâts et, par rapport à d'autres bâtiments, le nôtre s'en tire plutôt bien.

Notre cour est entièrement recouverte de couches de cendres, de verre, de plastique et de débris métalliques. J'essaie de ne pas regarder le monstre de métal tombé sur la plaine de jeux des enfants. Je crois qu'il s'agit d'un missile ou, peut-être, d'une mine. Ça m'est égal ; c'est juste désagréable. Je vois le visage de quelqu'un à une fenêtre du troisième étage, et je tressaille. J'ai maintenant peur des vivants, on dirait.

Ma chienne se met à gémir et je comprends que les bombardements vont reprendre. Je suis dans la rue l'après-midi ; il y a un silence de cimetière tout autour. On n'entend ni voitures, ni voix ni enfants ni femmes âgées dans les échoppes. Même le vent s'est tu. Mais il y a quand même des gens ici après tout. Ils sont allongés à côté d'un bâtiment et à l'intérieur d'un abribus, recouverts de manteaux. Je ne veux pas les regarder. J'ai peur de voir quelqu'un que je connais.

Ce qui reste de vie dans la ville couve dans ses sous-sols, comme la bougie qui éclaire notre partie des caves. Il suffit d'un rien pour l'éteindre. Un souffle de vent ou une vibration et nous sommes plongés dans l'obscurité. J'essaie de pleurer mais je n'y parviens pas. Je suis désolée pour moi-même, ma famille, mon mari, mes voisins et mes amis. Je retourne au sous-sol et y reste assise à écouter l'horrible crissement du métal. Deux semaines seulement se sont écoulées et, déjà, je ne crois pas que la vie ait jamais été différente.

Des gens continuent de se cacher dans les sous-sols de Marioupol. Chaque jour, il devient plus difficile pour eux de survivre que la veille. Ils n'ont plus ni eau ni nourriture ni électricité. Ils ne peuvent même pas sortir en raison des bombardements

constants. Les habitants de Marioupol doivent survivre. Aidez-les. Parlez d'eux. Faites savoir au monde entier que l'on continue de tuer des civils. »

C'était le témoignage d'une seule personne à Marioupol. Mais il y a des centaines de milliers de témoignages similaires provenant de cette ville. On en dénombre des millions à travers toute l'Ukraine, à Kiev, Kharkiv, Tchernihiv, Zhytomir, Mykolaïv, Sumy, et dans de nombreux autres villages, bourgs et villes du pays.

Même les villages et les foyers des personnes ordinaires en Ukraine ne peuvent pas échapper à cette guerre : il y a de nombreux cas dans lesquels des villages entiers ont été bombardés et rasés. Comment de telles attaques contre des civils et leurs foyers cadrent-elles avec les objectifs de la prétendue « opération militaire spéciale » menée par le Kremlin ? S'agit-il d'actes de vengeance contre des fermiers ukrainiens pour s'être emparés du matériel militaire russe ?

Un jour, tout cela se terminera. Aucune folie, aucune agression n'a jamais duré indéfiniment. Tôt ou tard, cela prendra fin.

Et lorsque cela sera le cas, on se souviendra de la Russie, pays agresseur, et de son complice, la Biélorussie, comme tels. La honte et même le dégoût accompagneront pendant de nombreuses années à venir le souvenir de ces actions agressives commises par deux régimes autoritaires.

On se souviendra toujours de l'Ukraine, notre Ukraine héroïque, comme d'un symbole contemporain de la lutte d'une nation pour sa liberté et son indépendance.

Ceux qui ont commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité devront assumer leurs responsabilités, y compris à titre personnel. Les diplomates russes et biélorusses qui couvrent ou tentent d'étouffer ces crimes de haine les rejoindront sur le banc des accusés.

La seule façon possible d'échapper à un futur tribunal consiste à se dissocier de tous ces crimes de haine, à les condamner et à s'associer aux efforts de la communauté internationale pour mettre fin à cette effusion de sang.

Toute tentative de se cacher derrière les serments qui ont été prêtés ou les ordres militaires qui ont été reçus ou d'autres excuses est tout simplement vouée à l'échec. Toute menace proférée contre d'autres délégations, en particulier au Forum pour la coopération en matière de sécurité, est également vouée à l'échec.

Je suis entièrement d'accord avec la délégation des États-Unis d'Amérique et celles d'autres États participants de l'OSCE que l'exposé fait par la délégation russe était totalement inapproprié. Cette délégation a également présenté une carte erronée de l'Ukraine et, à ce propos, je tiens à réaffirmer que la Crimée fait partie de l'Ukraine ; que les régions de Donetsk et de Louhansk font partie de l'Ukraine ; que Marioupol fait partie de l'Ukraine ; que Kherson fait partie de l'Ukraine. L'ensemble du territoire de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues fait partie de l'Ukraine.

La délégation ukrainienne a posé une question très pertinente : comment pouvons-nous prouver que quelqu'un qui assiste à cette séance ment ? Dans la vie quotidienne, lorsque

les forces de l'ordre tentent de déterminer si une personne ment, elles utilisent parfois un polygraphe (appelé également « détecteur de mensonges »). Bien entendu, cette méthode ne peut pas être utilisée dans la diplomatie multilatérale. Toutefois, même si le chef de la délégation russe était présent parmi nous, il refuserait sans aucun doute de subir un quelconque test de ce genre parce qu'il sait qu'il ment. Depuis le début de la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, le 24 février 2022, il a tout simplement refusé de venir dans cette salle de réunion. Pourquoi ? Diffuser ces mensonges en personne, plutôt qu'en ligne, le met-il mal à l'aise ? Ou a-t-il simplement peur de se montrer ici parce qu'il sait qu'il représente l'État agresseur et qu'il devra regarder les diplomates ukrainiens et les membres d'autres délégations dans les yeux ?

L'Ukraine maintient son soutien indéfectible à l'Ukraine et aux Ukrainiens. Nous admirons leur unité et leur détermination dans la défense de leur patrie. L'Ukraine, État européen démocratique et souverain, exerce actuellement, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies, son droit naturel de légitime défense contre l'agression russe. Nous apportons divers types d'assistance à l'Ukraine et continuerons de lui fournir tout le soutien nécessaire à cet effet.

Слава Україні ! Тримай, Україно ! Разом до перемоги ! (Gloire à l'Ukraine ! Tiens bon l'Ukraine ! Ensemble vers la victoire !)

Merci.

Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de la séance.